



ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE SCIENCES
ECONOMIQUES ET SOCIALES
www.apses.org



 @_APSES_

 AssoProfSES

Communiqué de presse

Projets de programmes de SES : un rejet franc et massif !

Paris, le 19 novembre 2018,

Les [projets de programmes](#) de sciences économiques et sociales (SES) pour les classes de 2^{nde} et Première qui ont été rendus publics par le Conseil supérieur des programmes (CSP) en début de mois ont fait l'objet de très vives critiques, accentuant plutôt que corrigeant les défauts des actuels programmes tout en présentant un véritable déni du pluralisme en vigueur dans la recherche en sciences sociales, économie en tête. Pour ces raisons, l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES) a initié une [pétition](#) qui a déjà dépassé les **5 000 signatures** en moins de 10 jours, réunissant notamment enseignant.e.s de SES, **plus de 450 universitaires** et de nombreux parents d'élèves, ainsi que **plusieurs organisations**, notamment des associations d'enseignant.e.s-chercheur.e.s, de lycéen.ne.s et étudiant.e.s. (liste complète ci-dessous).

Cette pétition sera officiellement remise ce vendredi 23 novembre au directeur général de l'enseignement scolaire à l'occasion d'une audience de l'APSES par ce dernier. Et la mobilisation est appelée à se poursuivre, avec notamment l'organisation par l'APSES d'une [après-midi de débats le samedi 1^{er} décembre](#) au **lycée Claude Monet à Paris** (13^e arr.) à laquelle universitaires et journalistes sont invité.e.s à participer en nombre !

Contacts :

Erwan Le Nader, président : erwan.le.nader@gmail.com - 06 30 35 59 71

Clarisse Guiraud, vice-présidente : clarisseguiraud75@gmail.com – 06 20 85 95 60

Sophie Loiseau, co-secrétaire générale : sophielloiseau1@gmail.com – 06 23 40 65 53

Igor Martinache, co-secrétaire général : igor.marti@laposte.net – 06 98 81 67 47

Patricia Morini, co-secrétaire générale : patricia.morini@laposte.net - 06 82 08 61 95

Post-scriptum : [le texte de la pétition et les principaux signataires](#)

Les projets de programmes de sciences économiques et sociales pour les classes de seconde et de première que le Conseil supérieur des programmes vient de publier remettent en cause l'identité des SES.

Structurés sur une séparation disciplinaire rigide, cloisonnant pour l'essentiel l'économie et les autres sciences sociales, ils interdisent de porter des regards pluridisciplinaires fructueux sur des thèmes comme le marché ou la monnaie.

Très peu problématisés, ils tendent à n'apporter que des réponses figées, niant la réalité des débats scientifiques et démocratiques, interdisant de saisir les grands enjeux qui traversent nos sociétés contemporaines, et empêchant de donner du sens aux apprentissages des élèves. En deux ans, avec ces projets, les élèves n'auraient ainsi que bien peu entendu parler des inégalités, du pouvoir d'achat, des hiérarchies entre groupes sociaux ou du chômage.

Non pluralistes, ils imposent de transmettre une seule grille de lecture des enjeux économiques et sociaux. La marginalisation de l'approche macroéconomique au profit d'une approche microéconomique prédominante entraîne en particulier un déséquilibre manifeste dans l'appréhension de questions de société, en reléguant par exemple la question des politiques monétaires ou budgétaires au rang d'accessoire.

Bien trop volumineux et souvent excessivement techniques, ils ne laissent pas le temps suffisant aux apprentissages et risquent d'induire des pratiques d'évaluation faisant moins appel à l'esprit critique des élèves, à leur capacité de réflexion et d'argumentation.

En l'état, ces projets de programmes se traduiraient par une **dégradation de la formation intellectuelle et citoyenne des élèves**. Ils ne sont pas acceptables, et doivent être largement revus.

Organisations signataires :

AECSP (Association des Enseignants et Chercheurs en Science Politique)

APPEP (Association des Professeurs de Philosophie de l'Enseignement Public)

APSES (Association des professeurs de sciences économiques et sociales)

AFEP (Association française d'économie politique)

ARES (Fédération Nationale des Associations Représentatives des Etudiants en Sciences Sociales)

ASES (Association des sociologues enseignant-e-s du supérieur)

FIDL (Fédération indépendante et démocratique lycéenne)

PEPS-Economie (Pour un Enseignement Pluraliste dans le Supérieur en Economie)

UNEF (Union Nationale des Étudiants de France)

UNL (Union Nationale Lycéenne).

Premier.e.s chercheur.e.s et enseignant.e.s-chercheur.e.s signataires :

Bertrand Badie ; Michel Aglietta ; Christian Baudelot ; Stéphane Beaud ; Stéphane Bonnéry ; Elisabeth Chatel ; Eve Chiapello ; Philippe Corcuff ; Philippe Coulangeon ; Jezabel Couppey-Soubeyran ; Yves Déloye ; Christine Detrez ; Eloi Laurent ; Bastien François ; Julien Fretel ; Anne Fretel ; Bernard Friot ; Daniel Gaxie ; Bernard Gazier ; Jacques Généreux ; Michel Husson ; Sophie Jallais ; Florence Jany-Catrice ; Nicolas Jounin ; Danièle Kergoat ; Agnès Labrousse ; Michel Lallement ; Anne Lavigne ; Jeanne Lazarus ; Frédéric Lebaron ;

Rémi Lefebvre ; Patrick Lehingue ; Frédéric Lordon ; Dominique Méda ; Pierre Mercklé ; Pierre Merle ; Dominique Merlié ; Laurent Mucchielli ; Erik Neveu ; André Orléan ; Willy Pelletier ; Camille Peugny ; Claire Pignol ; Thomas Piketty ; Dominique Plihon ; Michel Rainelli ; Robert Salais ; Marie Salognon ; Frédéric Sawicki ; Henri Sterdyniak ; Bruno Théret ; Fabien Truong.